

## Les Cahiers de droit



# La portée de l'article 453a du Code municipal quant à l'entretien des trottoirs l'hiver

Jean Houde, Patrick Kenniff et Jeanne Leclerc

Volume 11, numéro 1, 1970

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1004780ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1004780ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Faculté de droit de l'Université Laval

ISSN

0007-974X (imprimé)

1918-8218 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Houde, J., Kenniff, P. & Leclerc, J. (1970). La portée de l'article 453a du Code municipal quant à l'entretien des trottoirs l'hiver. *Les Cahiers de droit*, 11(1), 46-55. <https://doi.org/10.7202/1004780ar>

Tous droits réservés © Université Laval, 1970

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## La portée de l'article 453a du Code municipal quant à l'entretien des trottoirs l'hiver \*

### Introduction

Étudier la responsabilité civile des corporations municipales régies par le *Code municipal*, c'est s'imposer une tâche très vaste. Tâche beaucoup trop vaste pour les cadres d'un essai comme celui que nous nous proposons de tracer. L'ampleur du sujet lui-même nous force donc à limiter notre effort à un aspect particulier de la responsabilité civile de ces corporations municipales.

Si nous avons arrêté notre choix à l'entretien des trottoirs l'hiver, c'est que cette matière avait pour nous des implications éminemment pratiques. Qui d'entre nous n'a pas été témoin d'une chute sur un trottoir d'une municipalité durant nos longs mois d'hiver ? Une telle chute pose à l'avocat la question de l'imputation de la responsabilité pour les dommages qui en résultent.

Dès notre premier effort de recherche, nous nous sommes butés à une réalité que nous croyons bon de souligner avant d'entreprendre l'étude proprement dite du sujet. Nous avons, en effet, constaté que les travaux de doctrine se rapportant à notre sujet étaient à peu près inexistantes. Faisant de l'inexistence de tels travaux bonne fortune, nous nous sommes limités à scruter les arrêts des tribunaux. Personne ne se surprendra donc de constater que notre essai renvoie à de multiples décisions de jurisprudence et néglige volontairement d'en faire autant pour les travaux de doctrine.

Pour bien cerner notre sujet, nous avons adopté la démarche suivante : étudier d'abord les obligations et la responsabilité de la corporation municipale, pour voir ensuite les obligations de la victime de l'accident sur un trottoir l'hiver.

Cette démarche illustre bien à notre avis les obligations et la responsabilité des deux parties susceptibles de s'affronter à la suite d'un accident qui donne lieu à un litige.

La première partie de cet exposé sera divisée en deux sections : d'abord, les obligations des corporations municipales, et ensuite, les facteurs qui engageront leur responsabilité.

Depuis l'adoption de l'article 453a du *Code municipal* en 1935<sup>1</sup>, le fardeau imposé à la victime d'une chute est devenu de plus en plus lourd, compte tenu de l'interprétation que lui ont donnée les tribunaux. On peut même affirmer avec Wasserman : « These enactments [...] are oppressive in their nature »<sup>2</sup>.

\* Essai rédigé sous la direction du professeur Jacques DUPONT dans le cadre du cours de Droit de collectivités locales. Faculté de Droit, Université Laval.

<sup>1</sup> S.Q. 1935, c. 47.

<sup>2</sup> Gertrude WASSERMAN, « The Responsibility of Municipal Corporations in the Province of Quebec for the sidewalks under their control: a critique », [1957] *R. du B.* 72, à la p. 82.

## I – La corporation municipale

### A) Obligations

Voyons dès maintenant les obligations de la corporation municipale quant à l'entretien des trottoirs l'hiver. Quelles sont les obligations qui incombent à la corporation municipale en la matière ? Est-elle obligée d'entretenir les trottoirs l'hiver ?

Précisons d'abord que la corporation municipale n'est pas obligée d'entretenir les trottoirs l'hiver. Si elle décide de le faire, elle se sert du mécanisme du règlement. L'article 411 *C.M.* autorise la corporation à « faire, amender ou abroger des règlements [...] pour faire et entretenir, à ses frais [...] des trottoirs [...] ». L'article 525 *C.M.* auquel renvoie l'article 411 *C.M.* ne fait aucune mention de trottoirs. Quant à l'article 412 *C.M.* on y spécifie simplement que la corporation peut « faire, amender ou abroger des règlements pour faire enlever la neige des trottoirs [...] » (art. 412 par. 4). Si nous consultons, enfin, l'article 417 *C.M.*, on en arrive à la conclusion que la corporation municipale n'est aucunement obligée par la loi d'adopter un règlement à l'effet d'entretenir les trottoirs l'hiver.

C'est d'ailleurs en se fondant sur ces articles que le juge Galipeault peut dire, en parlant d'une corporation municipale que « rien dans la loi ne lui prescrit d'édicter semblable règlement »<sup>3</sup>.

L'article 453a *C.M.* indique de son côté qu'aucune corporation municipale ne pourra être tenue responsable à moins que l'on n'établisse la faute ou la négligence de cette dernière. Cet article, d'ailleurs, présuppose l'existence d'une réglementation adoptée par la corporation municipale. Enfin, lorsqu'il n'y a aucun règlement à cet effet, l'article 478 *C.M.* se limite à dire que « Les trottoirs doivent être [...] tenus en bon ordre, sans trous, ni embarras ou obstructions quelconques [...] ». On conclut donc que la loi ne se prononce pas spécifiquement pour obliger les corporations municipales à leur entretien durant les mois d'hiver. Le législateur oserait-il, d'ailleurs, imposer une tâche semblable aux corporations municipales ? Le juge Galipeault nous répondrait à ce sujet qu'il

« n'a pas pu ne pas songer aux campagnes particulièrement, à nos saisons d'hiver et à l'obligation d'entretien si lourde qu'elle serait dans la plupart des cas d'une exécution impossible [...]. Il semble bien plutôt que, songeant aux rigueurs de l'hiver [...] il a sciemment résolu que cet inconvénient des neiges s'imposerait à chacun puisqu'il résultait de nos conditions climatériques, la rançon pour tous les habitants de nos campagnes »<sup>4</sup>.

En ajoutant que :

« la neige et la glace sont des éléments trop importants sous notre climat pour que le législateur se soit abstenu de les mentionner dans cet article 478 alors qu'il le fait aux articles 412 et 417 »<sup>5</sup>.

On ne peut donc assimiler la neige aux « trous », « embarras », etc... mentionnés à l'article 478.

Il ressort de l'éventail de toute la jurisprudence consultée qu'aucune corporation municipale n'est obligée par la loi, à l'entretien des trottoirs l'hiver.

Par contre, pour assumer une telle obligation, une corporation devra procéder par règlement. L'importance d'un tel règlement ne laissera pas de doute, lorsque l'on

<sup>3</sup> *Corporation du village de Thurso v. Chartrand*, [1960] B.R. 1, à la p. 4.

<sup>4</sup> *Ibidem*, aux pp. 4 et 5.

<sup>5</sup> *Ibidem*, à la p. 5.

mentionnera l'obligation pour un demandeur, de prouver l'existence du règlement dans une poursuite contre une corporation municipale. Dans l'affaire *Thurso*, qui illustre l'importance d'un tel règlement, le juge en chef Galipeault affirme :

« qu'il ne saurait y avoir négligence ou faute de la part de la corporation de village si, aucun règlement ne l'obligeant à l'enlèvement de la neige et à l'entretien d'hiver de ses trottoirs, elle ne se préoccupe pas de pareils soucis »<sup>6</sup>.

Il va même jusqu'à affirmer que la corporation qui n'a aucune obligation en vertu de la loi n'encourt aucune responsabilité<sup>7</sup>.

Des arguments du même type abondent en jurisprudence. On mentionne fréquemment l'absence de preuve de l'existence d'un règlement adopté par la corporation municipale à l'effet d'entretenir les trottoirs l'hiver<sup>8</sup>.

Avant d'aller plus loin, quelques précisions nous paraissent utiles au sujet du règlement comme tel.

Lorsqu'une corporation municipale édicte un règlement à l'effet d'entretenir les trottoirs l'hiver, elle s'y oblige par ce règlement et ne saurait par la suite se soustraire à son obligation que par un nouveau règlement. Les articles mentionnés précédemment nous indiquent clairement qu'une corporation peut « faire, amender ou abroger des règlements [...] ». Il demeure essentiel pour une corporation de procéder par règlement puisque la loi lui édicte de procéder ainsi.

Par exemple, si un règlement de la corporation municipale mentionne que cette dernière s'engage à entretenir les trottoirs de la municipalité, elle ne pourra en aucun temps modifier cette disposition par une résolution. Sa seule façon de procéder à un amendement, c'est par un nouveau règlement. On pourra indiquer dans une résolution à qui on confie le contrat ou autres spécifications du genre, mais on ne pourra toucher la teneur du règlement que par un autre règlement.

Pour reprendre l'exemple de l'affaire *Thurso*<sup>8a</sup>, si la corporation s'était engagée par règlement à entretenir toutes les rues de son territoire et que par la suite elle avait exclu de cette obligation la rue Saint-Charles par simple résolution, semblable résolution serait tout simplement invalide.

Ajoutons enfin, pour compléter ces quelques réflexions, qu'il n'y a pas de délit ou de quasi-délit commis par une corporation qui n'a répandu ni sable, ni cendre, ni gravier sur les trottoirs. Par contre, on ne peut conclure d'une telle affirmation que la corporation n'encourt *jamais* de responsabilité délictuelle en cas d'accident sur la chaussée ou sur les trottoirs<sup>9</sup>.

Mais à quoi peut s'engager une corporation municipale ? Même s'il existe un règlement en vertu duquel elle s'engage à l'entretien des trottoirs sur tout son territoire, peut-on conclure que la corporation sera toujours responsable de tous les accidents qui y surviendront ?

Dans l'affaire *Cité de Sherbrooke v. Dawson*, le juge Bissonnette nous suggère une règle à suivre :

<sup>6</sup> *Ibidem*, à la p. 7.

<sup>7</sup> *Ibidem*, à la p. 7.

<sup>8</sup> *Corporation du village de Saint-Marc-des-Carières v. Dussault*, [1958] B.R. 576, J. CHOQUETTE, à la p. 578.

<sup>8a</sup> *Supra*, note 3.

<sup>9</sup> *Supra*, note 8, à la p. 579.

« rechercher, non pas si cette corporation municipale a réussi à faire disparaître l'état glissant de tout trottoir, mais si elle a pris des précautions suffisantes et si elle s'est mise diligemment à la tâche pour parer aux dangers et, par là, s'affranchir de toute négligence, de toute faute [...] si elle a pris les moyens raisonnables pour lutter contre les éléments de la nature »<sup>10</sup>.

On peut conclure, à la lumière de ces notes du juge Bissonnette, qu'incombe à une corporation une obligation de moyens par opposition à une obligation de résultat.

Dans le même sens, on affirme que « ce que l'on exige des municipalités, ce n'est pas un standard de perfection »<sup>11</sup>.

Dans cette même affaire, le juge en chef Taschereau précise que les dispositions de l'article 535a de la *Charte de la Cité de Québec* — qui sont les mêmes que celles de 453a C.M. — reflètent bien que le législateur n'a pas voulu imposer l'impossible aux corporations municipales :

« La Cité n'est pas tenue d'assurer que ses rues et trottoirs ne seraient jamais glissants ; elle est seulement obligée de prendre les précautions que prendrait un homme diligent [...] »<sup>12</sup>.

Le même juge, dans un cas analogue, décrit l'attitude que doit adopter la municipalité en indiquant clairement que :

« Lorsque la municipalité fait preuve de soin et de diligence raisonnables, lorsqu'elle agit "en bon père de famille", lorsqu'elle prend les précautions que prendraient des personnes prudentes dans des circonstances identiques, elle ne peut être recherchée devant les tribunaux civils »<sup>13</sup>.

Lorsqu'une poursuite est intentée contre une corporation municipale, cette dernière pourra invoquer qu'elle a fait tout ce qui était humainement possible pour bien entretenir ses trottoirs<sup>14</sup>. La conduite du bon père de famille constituera par conséquent un moyen de défense.

Il semble tout à fait normal, croyons-nous de

« ne pas exiger des mesures qui ne se présenteraient pas à l'esprit d'un homme prudent et que la raison n'indiquerait point »<sup>15</sup>.

## B) Responsabilité

Si une corporation municipale édicte un règlement en vertu duquel elle s'engage à entretenir les trottoirs l'hiver, elle sera responsable dans une certaine mesure des accidents qui pourront résulter du non entretien ou du mauvais entretien des trottoirs. Si nous employons l'expression « dans une certaine mesure », c'est parce que, comme nous le verrons, la responsabilité de la corporation municipale en la matière a de multiples limites.

La jurisprudence est unanime à interpréter l'article 453a C.M. comme n'établissant pas une présomption de faute contre la municipalité<sup>16</sup>.

<sup>10</sup> *Cité de Sherbrooke v. Dawson*, [1950] B.R. 486 (résumé), extrait cité dans: Joel PINSKY, « *Cité de Montréal v. Chapleau*: Cases and Comments », (1958) 5 *McGill L. J.*, p. 76.

<sup>11</sup> *Picard v. Cité de Québec*, [1965] R.C.S. 527, à la p. 530.

<sup>12</sup> *Ibidem*, à la p. 531.

<sup>13</sup> *Garberi v. Cité de Montréal*, [1961] R.C.S. 408, à la p. 410.

<sup>14</sup> *Vézina v. Cité de Québec*, [1953] C.S. 50, à la p. 53. *Cité de Grand-Mère v. Héroux*, [1967] B.R. 703.

<sup>15</sup> *Cité de Montréal v. St-Arnaud*, (1923) 36 B.R. 341, à la p. 342.

<sup>16</sup> *Corporation du village de Charny v. Létourneau*, [1953] B.R. 722, spécialement j. RINFRET, à la p. 727.

Nous citerons une interprétation de l'article 622 parag. 7 de la *Loi des Cités et Villes* — qui est le même que 453a C.M. — à l'appui de notre affirmation :

« Previous to the passage of this statute the courts tended to consider city municipalities as insurers of the security of pedestrians ; the presumption of fact was, in a sense, against the city. The present context of the 1936 amendment leaves no room for doubt : the claimant must in all cases establish two factors : first, the slippery or dangerous conditions of the sidewalks ; second, he must clearly reveal the city's negligence in failing to properly maintain [*sic*] the sidewalk at the time of the accident »<sup>17</sup>.

Le même principe revient dans une affaire où l'on affirme que l'article 453a C.M. ne crée pas de présomption contre la corporation mais qu'au contraire, c'est le demandeur qui doit faire la preuve de la négligence de la municipalité<sup>18</sup>. On trouve également la même interprétation de 622 parag. 7 L.C.V. dans *Cité de Verdun v. Chales*<sup>19</sup>.

Donc, on peut dire en se basant sur ce que nous avons démontré plus haut et sur l'article 453a C.M. que la corporation municipale sera responsable des accidents sur les trottoirs lorsqu'il existait un règlement relatif à l'entretien des trottoirs l'hiver et que ce non entretien ou mauvais entretien des trottoirs est le résultat de la négligence ou de la faute de la corporation, négligence ou faute dont la preuve incombe au demandeur.

Toutefois, il est à noter que la preuve d'une condition dangereuse du trottoir peut constituer une présomption de fait qui renverserait le fardeau de la preuve aux dépens de la corporation municipale. A ce sujet, la dissidence du juge Owen dans l'arrêt *Cité de Grand-Mère v. Héroux*, s'avère fort éloquente :

« In this case plaintiff proved that the accident was due to the icy and dangerous condition which existed on the sidewalk at the place where he fell. In view of the city's obligation to maintain this sidewalk, this proof created a presumption of fact that the city had not fulfilled its obligation to maintain the said sidewalk in a safe condition. This shifted the burden of proof to the city to show that it had taken reasonable precautions or steps to prevent or remedy this dangerous condition »<sup>20</sup>.

Par ailleurs, il serait bon de souligner que, lorsqu'une corporation confie l'entretien des trottoirs par contrat ou même sans contrat, elle ne saurait se libérer de l'engagement auquel elle a souscrit par règlement. Il est bien entendu que

« le rapport juridique qui existe entre l'administration municipale et les citoyens n'est pas détruit parce que la municipalité confie à une société spécialisée l'entretien de ses ouvrages. Les conventions particulières d'ordre privé faites par une municipalité, *a fortiori* lorsqu'elles ne sont pas susceptibles d'enregistrement, ne sont pas opposables aux tiers pour équivaloir en quelque sorte à une stipulation de non-responsabilité »<sup>21</sup>.

On comprendra facilement d'ailleurs, les inconvénients que l'attitude contraire entraînerait pour un individu à qui incombe le fardeau de la preuve en cas de poursuite.

Cependant, dans toute l'appréciation de la responsabilité de la corporation municipale, il demeure impératif de tenir compte d'une foule de facteurs sur lesquels nous allons maintenant élaborer.

<sup>17</sup> Joel PINSKY, « *Cité de Montréal v. Chapleau*: Cases and Comments », (1958) *McGill L. J.*, 75.

<sup>18</sup> *Corporation du village de Charny v. Létourneau*, [1953] B.R. 722, j. RINFRET, à la p. 727.

<sup>19</sup> [1960] B.R. 1230, j. BADEAUX, à la p. 1234.

<sup>20</sup> [1967] B.R. 703, aux pages 709 et 710.

<sup>21</sup> *Cité de Saint-Laurent v. Cohen & Suburban Enterprises Inc.*, [1964] B.R. 295, j. BISSONNETTE, à la p. 298.

Rappelons d'abord l'effet de l'article 453a C.M. qui confie le fardeau de la preuve au demandeur qui poursuit toute corporation municipale.

Le juge Bernier affirme que

« toute responsabilité en dommages présuppose une faute ; si la faute n'existe pas, il ne peut y avoir de condamnation de la municipalité »<sup>22</sup>.

Toute demande doit donc faire la preuve de la faute de la part de la corporation municipale.

Nous avons également mentionné la conduite du « bon père de famille » comme critère d'évaluation de la tâche d'une municipalité en ce qui concerne l'entretien des trottoirs l'hiver. C'est à ce critère que doivent référer les juges lorsqu'ils sont appelés à évaluer la faute qui engagera la responsabilité de la corporation. De plus, l'article 453a C.M. impose au juge de prendre en considération les conditions climatiques qui prévalaient lors de l'accident.

S'il est vrai que

« La vie d'un peuple est toute réglée par son climat, il arrive qu'il fasse ses habitudes et même ses lois [...]. Notre climat est très variable, presque aussi variable que l'humeur de la femme »<sup>23</sup>.

Limitant les recours sous l'article 453a C.M., le juge Choquette, dans l'affaire *Dussault*, rappelle que ses recours ne sauraient être jugés sans tenir compte des conditions climatiques avant d'accepter une faute de la part de la municipalité<sup>24</sup>.

On peut entendre semblable opinion de la part du juge Rivard qui dit clairement qu'il faut « tenir compte des conditions climatiques [...] »<sup>25</sup>. Cette même remarque se retrouve à l'appui d'une action en dommages-intérêts rejetée à la suite de l'impossibilité pour le juge Langlais de reprocher à la corporation municipale un retard dans l'entretien des trottoirs, compte tenu des conditions climatiques<sup>26</sup>.

Soulignons l'attitude même du piéton qui peut se révéler cause du dommage subi. Dans un tel cas, il importe quand même de reconnaître que le piéton qui commet une faute verra la responsabilité de la municipalité diminuée d'autant.

Il serait évidemment inconcevable, dans le sujet qui nous intéresse, de procéder sans tenir compte des circonstances. De dire Wasserman, « each case is more or less a "jugement d'espèce" »<sup>27</sup>. Si aucune précaution n'a été prise pendant toute une journée<sup>28</sup> on sera beaucoup plus sévère que lorsqu'il est établi que de nombreux milles de trottoirs ont été sablés et que la corporation avait pris toutes les précautions possibles pour protéger les piétons<sup>29</sup>.

Lorsqu'une municipalité, par exemple, ignore complètement l'existence de glissa-

<sup>22</sup> *Lépine v. Corporation de Saint-Dunstan*, (1929) 35 R.J. 161, cité dans *Marchand v. Bergeron et la Corporation de la paroisse de Sainte-Flore*, (1941) 71 B.R. 381, à la p. 388.

<sup>23</sup> Jean LEBRUN, « Des accidents de trottoir », (1941) 43 R. du N. 353, à la p. 354.

<sup>24</sup> *Corporation du village de Saint-Marc-des-Carrières v. Dussault*, [1958] B.R. 576, à la p. 579.

<sup>25</sup> *Cité de Montréal v. St-Arnaud*, (1923) 36 B.R. 341, à la p. 342.

<sup>26</sup> *Veilleux v. Corporation du village de Saint-Georges de Beauce*, (1940) 78 C.S. 78, à la p. 80.

<sup>27</sup> WASSERMAN, *loc. cit. supra*, note 2, p. 82.

<sup>28</sup> *Cité de Sherbrooke v. Dawson*, [1950] B.R. 486 (résumé) dont des extraits inédits du jugement se trouvent dans l'arrêt *Cité de Montréal v. Chapleau*, [1960] B.R. 1096; cf. aussi Joel PINSKY, *loc. cit. supra*, note 10, p. 76.

<sup>29</sup> *Picard v. Cité de Québec*, [1965] R.C.S. 527, à la p. 531.

des que des enfants ont prolongées jusque sur le trottoir, on ne saurait présumer la connaissance d'un tel état de fait de la part des officiers municipaux<sup>30</sup>.

Cependant, Wasserman affirme qu'un changement subit de la température l'hiver ne constituerait pas un cas fortuit pouvant exonérer la corporation municipale. « Municipal corporations should anticipate such sudden changes and have remedial measures available for instant implementation »<sup>31</sup>.

Voilà donc terminée l'étude de la conception que se fait la jurisprudence au sujet de l'obligation qui peut exister pour une corporation au sujet de l'entretien des trottoirs et de la responsabilité qui en découle. Jusqu'à maintenant, on a toujours tenu à restreindre les recours contre une corporation municipale.

Toutefois, un arrêt de la *Corporation municipale de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur d'Issoudun v. Olivier*<sup>32</sup> pourrait constituer un point de départ à une interprétation plus libérale du fardeau imposé à une victime d'une chute sur un trottoir.

Dans cette affaire, une action a été intentée contre la municipalité par Dame Olivier, pour dommages subis à la suite d'une chute sur la chaussée glissante. On a établi qu'il n'existait aucun règlement obligeant la municipalité à entretenir les trottoirs que, d'ailleurs, elle n'entretenait jamais l'hiver.

Il a également été établi que la voie était glissante et qu'il n'y avait aucun autre endroit indiqué pour permettre aux piétons de traverser la rue. De plus, il y avait un danger considérable à traverser la chaussée dans l'état où elle était.

Le juge Owen a affirmé que :

« The municipality had an obligation to provide a place where pedestrians could cross the street in safety »<sup>33</sup>.

Il se déclare complètement d'accord avec le juge de première instance et affirme que la corporation qui entretient les trottoirs n'est pas obligée d'entretenir la chaussée pour l'usage des piétons, mais que ces piétons ont le droit de circuler d'un endroit à un autre. Pour ce faire, s'ils doivent emprunter la rue par suite du non entretien des trottoirs, la corporation

« est obligée de l'entretenir et de la maintenir dans un état propre à l'usage que peuvent en faire ceux-là précisément, qu'elle oblige à y circuler »<sup>34</sup>.

Dans cette même affaire, le juge Brossard reconnaît les arguments de son collègue et ajoute qu'on ne peut attribuer aucune imprudence à la victime et que de plus on ne pouvait lui imposer de s'emprisonner à la maison. La seule cause de l'accident, selon les juges de la Cour d'appel, demeure la négligence de la corporation qui a

« par une incurie injustifiable, rétrograde, mesquine et antisociale, volontairement créé, dans ses rues, une situation dangereuse pour les piétons appelés à les utiliser »<sup>35</sup>.

Ce récent arrêt renverse la jurisprudence antérieure qui, allégrement, concluait toujours dans des cas identiques, c'est-à-dire dans les cas d'absence de règlement à l'effet d'entretenir les trottoirs, à la non responsabilité de la corporation municipale.

<sup>30</sup> *Corporation du village de Beauharnois v. Legault*, (1929) 46 B.R. 34, j. CANNON, aux pages 37 et 38. Arrêt confirmé par la Cour suprême: [1930] 4 D.L.R. 213.

<sup>31</sup> WASSERMAN, *loc. cit. supra*, note 2, p. 80.

<sup>32</sup> [1968] B.R. 24. Appel à la Cour suprême.

<sup>33</sup> *Ibidem*, 26.

<sup>34</sup> *Ibidem*.

<sup>35</sup> *Ibidem*, 28.



Bien sûr, cette affaire offre des circonstances particulières. La municipalité avait vraiment exagéré en n'entretenant *aucun* trottoir l'hiver. Il demeure quand même que cet arrêt pourrait constituer le prélude d'une attitude fort différente de nos tribunaux en matière d'entretien des trottoirs l'hiver. Cet arrêt révèle un souci de justice qui tire sa source de l'équité plus que du droit positif.

Les brefs commentaires sur cet arrêt récent mettent un terme à la première partie de ce travail. Avant de passer aux obligations de la victime, quelques observations s'imposent.

Notons en premier lieu que les obligations de la victime sont la résultante de tout ce que nous avons vu plus haut. En étudiant les obligations et la responsabilité des corporations municipales, nous avons indiqué indirectement les obligations de la victime. Pour cette raison, nous ne nous attarderons pas inutilement sur ce sujet.

Il est à remarquer, en second lieu, que nous emploierons le mot « obligation » dans cette partie dans deux sens distincts. En effet, après avoir parlé sommairement des obligations de la victime, nous parlerons de ce que la victime est obligée de prouver pour que la corporation municipale soit tenue responsable du dommage qu'elle a causé.

## II – La victime

Lorsqu'un accident survient sur un trottoir, on songe immédiatement au recours contre la corporation municipale. On ne saurait quand même présumer une faute de la corporation dans tous les cas, nous en avons déjà parlé.

S'il est prouvé, par exemple, que le sablage des trottoirs a été fait deux fois dans une même journée et que l'on établit par la suite qu'un individu portait des chaussures à semelles de cuir sous des conditions climatiques telles que l'on ne pouvait que s'attendre à trouver une surface glissante en sortant, on ne saurait alors condamner la municipalité<sup>36</sup>.

Si on est en droit de s'attendre à la conduite « du bon père de famille » de la part de la corporation municipale, il nous semble élémentaire d'en exiger autant du piéton. Dans toute poursuite contre une corporation, la règle énoncée par Dillon dans *Municipal Corporations* devrait servir de guide :

« The mere slipperiness of a sidewalk, occasioned by ice or snow, not being accumulated so as to constitute an obstruction, is not ordinarily such a defect as will make the city liable for damages occasioned thereby. Where there is snow upon a sidewalk, and it is rendered slippery, there is danger of injury from slipping and falling, even on the best constructed walks. At such times, there is imposed upon foot-travellers the necessity of exercising increased care ; and where the city uses reasonable diligence it will not be liable »<sup>37</sup>.

Dans tous les cas, la victime devra faire montre d'une certaine prévoyance et devra évidemment ne pas être la *cause* de l'accident. On ne saurait blâmer une corporation municipale lorsque le piéton qui a fait la chute connaissait déjà l'état glissant des trottoirs, qu'il aurait bien pu emprunter la rue ou qu'il aurait, au moins, pu marcher avec précaution<sup>38</sup>.

<sup>36</sup> *Cité de Verdun v. Paquin-Chales*, [1960] B.R. 1230, à la p. 1235.

<sup>37</sup> DILLON, *Municipal Corporations*, 5<sup>e</sup> éd., t. 4, (1911) p. 2966, n° 1697, cité dans : *Corporation du village de Thurso v. Chartrand*, [1960] B.R. 1, à la p. 7.

<sup>38</sup> *Velleux v. Corporation du village de Saint-Georges de Beauce*, (1940) 78 C.S. 78.

On le voit, le piéton est tenu de respecter toutes les règles de prudence, de prévoyance, en un mot de se conduire comme un homme prudent et diligent.

Une fois que le piéton se trouve dans ces conditions, il se voit dans l'obligation de prouver les faits suivants ; faits que nous tirons de la jurisprudence. Avant d'aller plus loin, au risque de nous répéter, mentionnons le fardeau de la preuve appartenant au demandeur. La corporation n'est pas présumée responsable :

« il ne suffirait [donc] pas à un accidenté de prouver qu'il a fait une chute sur un trottoir glissant parce qu'il était glissant. Il doit établir la faute, imprudence, négligence ou inhabileté, soit par omission ou commission du défendeur »<sup>39</sup>.

Il ressort du principe même de la responsabilité qu'il doit y avoir faute : si elle n'est pas prouvée, il ne pourrait y avoir de responsabilité pour dommages causés<sup>40</sup>.

Ainsi s'exprime le juge Taschereau :

« Le fait de faire une chute sur un trottoir ne donne pas nécessairement ouverture à une réclamation pour les dommages subis. Il faut nécessairement établir la faute de la cité »<sup>41</sup>.

et il ajoute, par la suite qu'il doit être démontré

« par la balance des probabilités qu'il y a eu négligence de la part de la cité ou de ses employés, et que c'est de cette négligence que le dommage a résulté »<sup>42</sup>.

Ce fardeau de la preuve pourra « s'alléger » dans la mesure où le demandeur prouvera la négligence de la corporation municipale.

Le demandeur pourra invoquer que la corporation municipale a attendu trop longtemps pour remédier à l'état dangereux du trottoir<sup>43</sup>. Il pourra prouver par ailleurs que les moyens de la corporation pour entretenir les trottoirs en bon état n'étaient pas suffisants<sup>44</sup>.

Autre moyen, le demandeur pourra invoquer que ce sont les employés qui, par leur négligence ou incompétence, sont responsables<sup>45</sup>. Il pourra prouver, enfin, que la négligence de la corporation municipale est totale, c'est-à-dire qu'elle a mal entretenu les trottoirs d'une façon générale et cela, toujours, sans excuse raisonnable<sup>46</sup>.

## Conclusion

Sans vouloir décharger totalement les corporations municipales de leur responsabilité, la jurisprudence a établi graduellement certaines règles qui facilitent l'interprétation des articles du *Code municipal* relatifs à la responsabilité de ces mêmes corporations en matière d'entretien des trottoirs l'hiver. De ces règles que nous avons scrutées, nous pouvons tirer une constante qui n'est pas sans nous étonner.

<sup>39</sup> Jean LEBRUN, *loc. cit. supra*, note 23, p. 354.

<sup>40</sup> *Marchand v. Bergeron et la Corporation de la paroisse de Sainte-Flore*, (1941) 71 B.R. 381, J. FRANCOEUR, à la p. 385.

<sup>41</sup> *Picard v. Cité de Québec*, [1965] R.C.S. 527, à la p. 530.

<sup>42</sup> *Ibidem*, p. 530.

<sup>43</sup> *Cité de Sherbrooke v. Dubreuil*, [1950] R.L. 388.

<sup>44</sup> *Foisy v. Cité de Montréal*, [1951] R.L. 449.

<sup>45</sup> *Barbeau v. Cité de Québec*, [1948] B.R. 307.

<sup>46</sup> *Létourneau v. Cité de Montréal*, [1944] C.S. 495.

En effet, la jurisprudence nous fait voir que dans presque tous les cas nos tribunaux interprètent très *restrictivement* les articles qui ont fait l'objet de notre étude. Les victimes d'accidents sur les trottoirs l'hiver ne sont indemnisées que très rarement. Si nous nous étonnons d'un tel état de fait, c'est que nous croyons qu'il peut en résulter des préjudices sérieux pour les contribuables des municipalités. Quelle municipalité ayant la moindre connaissance de l'état de la jurisprudence en matière d'entretien des trottoirs l'hiver, n'aura pas fortement envie de négliger ses responsabilités et même dans certains cas, l'affaire *Issoudun* en est un exemple probant, d'abuser de la bonne volonté des contribuables.

Bien sûr, nous répondra-t-on, l'argument inverse vaut autant, les contribuables pourraient tout aussi facilement abuser de leur droit. Cependant, l'application d'une solution mitoyenne nous apparaît la plus acceptable. Il est urgent, à notre avis, que nos tribunaux laissent quelque peu de côté des règles qui font fi du principe de l'équité.

S'il est vrai, comme l'affirment continuellement les savants juges, que chacun des cas de chute sur un trottoir constitue un cas d'espèce, il n'en est pas moins vrai que chacun de ces cas devrait commander une solution différente. L'arrêt *Issoudun* apparaît à plusieurs comme une lueur d'espoir en ce sens.

Tant et aussi longtemps que nos tribunaux, dans l'interprétation qu'ils donnent de la loi, ne s'éloigneront pas de règles que le temps, les nouvelles techniques dont peuvent jouir les municipalités, et quoi encore, attaquent quotidiennement, ils contribueront à faire du droit un instrument poussiéreux qu'on est souvent tenté de mettre à la remise.

Adapter le droit à la réalité sociale n'est pas une solution facile ; le fait est cependant pour notre science une condition de survie.

Jean HOUDE \*  
Patrick KENNIF \*  
Jeanne LECLERC \*

---

\* Licencié(e) en droit.